

**La chercheuse Dounia Bouzar annonce le lancement du « Centre de prévention contre les dérives sectaires liées à l’islam », une association pour aider les familles dont un enfant se radicalise.**

**Convaincue d’être face à un phénomène similaire à celui des sectes, elle entend fédérer travailleurs sociaux et spécialistes des dérives sectaires pour mieux prévenir les radicalisations.**

Cela fait « *des années* » qu’elle demande aux pouvoirs publics de créer une structure de recherche [sur la radicalisation de jeunes musulmans](#). Mais comme rien ne bouge, Dounia Bouzar (2) a décidé de la lancer elle-même. Ce sera le « [Centre de prévention contre les dérives sectaires liées à l’islam](#) » (CPDSI). « *Les travailleurs sociaux constatent ces dérives depuis des années. Ils ont toujours un temps d’avance* », sourit-elle.

Ces dernières semaines, avec [les départs de jeunes vers la Syrie](#), le phénomène a explosé sur la scène publique. Une levée du tabou qu’elle juge positive. « [Les familles sont soulagées de pouvoir nommer les choses](#) et critiquer le comportement de rupture lié à l’islam radical sans pour autant faire le procès de l’islam lui-même, explique l’anthropologue. *Elles peuvent se tourner vers l’assistante sociale ou la police en disant : “Il y a un problème. Mon enfant est en danger, aidez-moi.”* »

## **Des relais d’écoute pour les familles**

Cette aide, c’est l’un des enjeux du CPDSI, qui entend « *fédérer les experts et les professionnels de terrain* » pour former des « *relais d’accueil, d’écoute et de partage pour les familles* ». Dounia Bouzar espère aussi qu’enseignants et élus se rapprocheront de ces « *cellules d’alerte et de ressources* ».

Les premières seront créées en région parisienne et à Rennes, Montbéliard et Grenoble. Là où l’anthropologue a formé des travailleurs sociaux sur la radicalisation. Les élus seront sollicités pour aider au montage financier de l’opération : « *Je vais aller voir les responsables politiques, nationaux et territoriaux, tous ceux qui me soutiennent depuis des années, et leur demander de s’engager concrètement.* »

La chercheuse s’est entourée, au conseil d’administration, de personnalités « *aux opinions diverses mais désireuses de croiser les regards sur cette cause commune* » : Christophe Caupenne, ancien chef des négociateurs du [Raid](#), Omera Marongui, sociologue de l’islam, Anne Fournier, ancienne experte auprès de la [Miviludes](#) (1).

Des passerelles seront ainsi créées avec des spécialistes des dérives sectaires : la Miviludes, volontaire pour former les travailleurs sociaux du centre, ou, localement, les Associations de défense des familles et de l'individu victimes de sectes ([Adfi](#)), qui reçoivent depuis quelque temps des familles de jeunes radicalisés, parfois envoyées par la police.

*« Nous pouvons apporter notre connaissance du processus d'emprise mentale sur des individus vulnérables, du phénomène de rupture, explique Catherine Picard, présidente de l'Union nationale des Adfi. Mais nous manquons, de notre côté, de recul et d'expertise concernant les particularités liées à l'Islam. Nos équipes sont soulagées de trouver le relais de travailleurs sociaux formés. »*

## **Réfléchir aux processus d'endoctrinement**

Enfin, le CPDSI aura pour objectif de *« lancer, organiser et coordonner des processus de recherches et de prévention »*. Il s'agira d'étudier et de définir les étapes de l'endoctrinement et de la déstabilisation mentale, ainsi que de la place d'Internet dans ce processus. Les chercheurs associés devront repérer le *« faisceau d'indices »* laissés par ces jeunes durant leur radicalisation.

*« Les familles témoignent qu'elles n'ont rien vu venir, explique Dounia Bouzar, mais à vrai dire, personne ne sait aujourd'hui faire la différence entre ce qui relève de la religion musulmane et ce qui relève de l'emprise mentale. Il faut arrêter les amalgames. On sait le faire pour les autres religions, mais pas quand il s'agit de l'Islam. Cela devrait être de la responsabilité du ministère de l'Intérieur, mais en attendant, on va s'organiser en tant que citoyens. »*

Fin janvier, [Manuel Valls avait bien annoncé une série de mesures](#) pour les jeunes radicalisés et leurs familles. Mais rien, pour le moment, ne s'est concrétisé. *« Depuis les attentats de 1995, la France ne lutte contre le terrorisme et l'extrémisme que par des [politiques répressives et sécuritaires](#), jamais préventives, [contrairement au Royaume-Uni](#) par exemple, déplore le sociologue Samir Amghar. Les responsables politiques sont aujourd'hui désemparées pour prévenir la radicalisation des jeunes ou pour les réinsérer. »*

Le CPDSI se donne ainsi pour objectif de créer des supports pédagogiques pour *« informer et former »*, via des conférences, des publications, des ateliers... *« Je mise beaucoup sur la prévention, insiste Dounia Bouzar, car une fois que le jeune est endoctriné, c'est très difficile de le "déradicaliser". On a essayé avec des éducateurs, des psychologues, des imams, mais on a beaucoup de mal à les atteindre. Il ne faut pas attendre pour agir. »*